



Éditorial

Sandrine Kott et Françoise Thébaud



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/12335>

DOI : 10.4000/clio.12335

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 10 juin 2015

Pagination : 7-20

ISBN : 9782701194318

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Sandrine Kott et Françoise Thébaud, « Éditorial », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 41 | 2015, mis en ligne le 17 juin 2015, consulté le 24 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/clio/12335> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.12335>

Tous droits réservés

Éditorial

Sandrine KOTT & Françoise THÉBAUD

CLIO. Femmes, Genre, Histoire, qui fêtera cette année ses vingt ans d'existence, poursuit son engagement à proposer une histoire globale et à publier de nombreux auteur.e.s étrangers, en s'ouvrant à des espaces non encore abordés. Attentive à rendre compte dans la plupart de ses numéros de toutes les périodes de l'histoire, elle interroge aujourd'hui ces réalités importantes que sont en histoire contemporaine l'émergence du communisme et son incarnation, temporaire ou durable, dans des partis et des régimes politiques qui ont existé au XX^e siècle partout dans le monde. Ce faisant, elle s'inscrit dans un intérêt renouvelé pour la question du genre dans le mouvement et les pays communistes. Cette livraison de *Clio FGH* accompagne en effet la parution quasi concomitante de plusieurs numéros spéciaux de revues¹, tandis que la jeune *Aspasia* qui entend élargir l'histoire des femmes et du genre européenne par l'inclusion d'une perspective d'Europe centrale, orientale et sud-orientale, consacre régulièrement des discussions et articles à la période du communisme ou aux mouvements communistes². Au sein de cette actualité, *Clio* adopte une position spécifique. Elle s'intéresse moins à la question de l'engagement des femmes au sein des mouvements politiques ou des organisations de masse communistes qu'à leur place et aux rapports de genre dans les pays communément appelés du « socialisme réel »³. Par, ailleurs à la

¹ Christian & Heiniger 2015 ; *Jahrbuch für historische Kommunismusforschung* 2015.

² Son dernier numéro annuel – le huitième depuis 2007 – consacre ainsi un dossier et un forum de discussion à une approche genrée de la Guerre froide ; voir de Haan 2014.

³ La terminologie est peu précise pour désigner ces pays définis par un système politique, économique et social spécifique : parti communiste au pouvoir, collectivisation des moyens de production et d'échange. On parle de pays

différence de nombreux ouvrages sur ce thème, elle ne s'arrête pas aux frontières de l'Europe et du bloc de l'Est européen, avec des contributions sur la Chine, la Mongolie et Cuba.

L'idée première de ce numéro est en effet d'analyser la réalité et les limites de la reconfiguration des rapports de genre dans des pays différents mais dont les dirigeants communistes proclamaient tous avoir résolu la question des inégalités entre hommes et femmes par l'instauration du socialisme. Il s'agit d'une contribution, nécessairement limitée, à un long débat dont il importe d'abord de retracer rapidement l'histoire avant d'en identifier quelques éléments structurants.

Un long débat, des strates historiographiques

Durant la Guerre froide, plus encore qu'avant la fin des années 1940 où l'URSS était le seul État socialiste, la question de l'égalité hommes-femmes constitue un enjeu de taille dans la concurrence entre les systèmes capitaliste et socialiste. Cette concurrence suscite de nombreux travaux de sciences sociales sur la place des femmes dans la vie économique des pays socialistes, sur les politiques de la famille⁴ et de la reproduction⁵ et, en nombre moins important, sur les pratiques sexuelles féminines. La discipline historique est alors peu présente dans ce débat, car elle privilégie des thèmes considérés comme plus classiques et, pour les historien.ne.s occidentaux, une approche en termes de modèle totalitaire. Comme le signale Sonia Combe interviewée pour ce numéro sur son expérience de recueil de sources orales en pays communistes, ni les historiens ni les femmes

communistes parce qu'ils sont dirigés par des partis communistes mais on peut aussi les désigner par le terme de socialistes, puisqu'ils n'ont jamais dépassé, selon le schéma marxiste, le stade du socialisme. On peut aussi utiliser l'expression « socialisme d'État » pour insister sur la dimension centralisée et autoritaire de cette forme de socialisme. Nous avons choisi, dans le titre du numéro, celle de « socialisme réel » qui souligne l'intérêt d'observer les modalités concrètes d'application d'une idéologie.

⁴ Un bon état des lieux dans Nuss 1980.

⁵ En particulier, à propos de la législation sur l'avortement qui, dans la plupart des pays socialistes (mais pas tous), a été plus précoce que dans les pays capitalistes. Voir les articles de Ghodsee, Harsh et Kalwa dans ce numéro.

interrogées n'abordaient alors directement les questions concernant spécifiquement ces dernières.

Les travaux de sciences sociales écrits dans le contexte de la Guerre froide, dans l'ensemble bien informés, n'en poursuivent pas moins, pour la plupart, une finalité politique plus ou moins clairement affirmée. Les auteur.e.s de la mouvance communiste ou ceux des pays socialistes dans lesquels, comme le précise Mona Claro dans ce numéro, il n'existe pas de sciences sociales indépendantes du pouvoir, s'attachent à mettre en évidence le caractère « progressiste » des politiques socialistes en faveur des femmes et leurs effets bénéfiques sur la réduction des inégalités de genre. Dans les années 1980, les sociologues est-allemandes livrent à cet égard des études très documentées qui, tout en soulignant le chemin accompli vers l'égalité, en pointent les limites, insistant sur le déficit de femmes dans les positions économiques dirigeantes et le maintien des stéréotypes de genre⁶. À l'Ouest, des critiques plus radicales sont formulées par des chercheur.e.s hostiles à ces régimes qui dénoncent les contradictions béantes entre le discours d'égalité et le maintien, voire le renforcement, des inégalités de genre fondées en partie sur l'exploitation de la force de travail féminine par l'État-parti⁷. En revanche, certaines représentantes de la mouvance féministe de gauche se saisissent de l'expérience des pays socialistes pour livrer une critique féministe du patriarcat capitaliste⁸. Au sein de cette riche production, toujours implicitement comparative, l'Allemagne divisée a constitué une sorte de laboratoire. Sélectionnant diverses variables – taux d'entrée dans l'enseignement supérieur, travail des femmes, nombre de crèches, législation sur la reproduction –, certains auteur.e.s ont tenté de mesurer la réussite respective des deux sociétés en matière d'égalité⁹.

⁶ Voir notamment les travaux de Barbara Bertram et ceux de Gisela Helwig & Hildegard Maria Nickel, réalisés au sein du conseil scientifique du parti SED ou du centre de sociologie de la jeunesse et cités dans Heinen 1990.

⁷ À titre d'exemple, Koch & Knöbel 1986.

⁸ Molyneux 1981.

⁹ Shaffer 1981.

La perspective de genre devient essentielle durant les années 1990. De nombreuses études de sociologie et de sciences politiques présentent alors le paradoxe suivant : alors que les femmes jouèrent un rôle important dans les mouvements de protestation qui firent tomber les régimes socialistes d'URSS et d'Europe de l'Est, elles furent progressivement marginalisées dans la vie économique et sociale sous l'effet des fermetures d'usines, tandis que l'abandon généralisé des systèmes de crèches et la mise en place de législations plus restrictives en matière de contrôle des naissances les incitèrent à rentrer à la maison¹⁰. Dans la majorité des études, la fin du socialisme d'État apparaît comme un « retour » à un ordre social fondé sur un strict partage des rôles entre hommes et femmes. Dans la diachronie, la comparaison entre les deux systèmes semble ainsi se faire à l'avantage du socialisme d'État. Toutefois, comme le souligne Ionela Băluță, la marginalisation des femmes dans les sociétés postcommunistes pose la question de la place qu'elles occupaient vraiment sous le socialisme.

Au même moment, les archives devenant plus accessibles, des historien.ne.s adoptent également cette perspective de genre. Leurs travaux se réfèrent toutefois peu aux études publiées par les sciences sociales durant les années de Guerre froide¹¹. Outre les difficultés à franchir les barrières disciplinaires et la volonté de se départir d'une grille de lecture souvent binaire, cette abstention met en lumière une caractéristique importante des travaux d'histoire du genre de la période postcommuniste. À la différence de leurs prédécesseurs sociologues ou politologues, les chercheur.e.s ne se saisissent pas de la question du genre dans un souci de comparer ou d'évaluer les mérites respectifs de chacun des systèmes. Ils tentent surtout de comprendre les logiques de genre à l'œuvre dans le contexte propre des pays socialistes. Ce faisant, ils s'inscrivent dans un courant historiographique qui s'affirme dans les années 1990. Contre une approche strictement totalitaire des pays communistes selon laquelle, dans les dictatures communistes, l'État avait absorbé la « société », des historien.ne.s spécialistes de l'Union soviétique d'abord, de la

¹⁰ À titre d'exemples, tant la littérature est importante sur ce sujet : Funk & Mueller 1993 ; Lemke, Penrose & Ruppert 1996.

¹¹ Une récente exception : Havelková & Oates-Indruchová 2014.

RDA ensuite, développent une histoire sociale « vue d'en bas » qui saisit les individus et groupes sociaux comme des acteurs à part entière. Cette approche n'oppose pas politique et social, État et société mais travaille sur l'interaction entre les deux sphères. Ces historien.ne.s analysent les limites que la dictature politique impose aux expressions de la société et s'interrogent inversement sur les espaces de négociation (ou *agency*) dont disposent individus et groupes sociaux¹². L'histoire des femmes et du genre s'est déployée au sein de cette approche sociale et anthropologique des pays communistes, qui s'est notamment intéressée aux pratiques et objets du quotidien¹³, et elle l'a nourrie.

Ainsi, deux questions intrinsèquement mêlées l'une à l'autre traversent les travaux d'histoire des femmes et du genre, ainsi que les contributions de ce numéro de *Clio FGH* : qu'est-ce que le socialisme a fait au genre, comment a-t-il modifié les rapports de genre ? Réciproquement, qu'est-ce que le genre a fait au – ou au moins nous dit du – socialisme ?¹⁴

Socialisme et rapports de genre

La première question est d'autant plus légitime que, comme le rappellent Mona Claro, Martine Mespoulet et Brigitte Studer, la tradition marxiste a pensé la question des inégalités entre hommes et femmes. Elle l'a fait à travers la grille qui est la sienne et l'a interprétée comme un rapport d'exploitation. Dans *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, le texte fondateur sur cette question pour toute la tradition marxiste, Friedrich Engels lie étroitement la situation subordonnée des femmes dans la société bourgeoise à l'appropriation privée des moyens de production par les hommes. Le socialisme, explique-t-il, en supprimant la propriété privée, en faisant entrer les femmes dans « l'industrie publique » et en socialisant le

¹² Pour une mise au point sur ce courant dans le cas de l'histoire soviétique, voir Depretto 2001 : 7-42. Pour la RDA, voir Kott 2001 : 9-18.

¹³ Voir, pour une mise au point et la présentation de travaux récents, Zakharova 2013.

¹⁴ C'est aussi la question centrale dans Penn & Massino 2009.

travail domestique, libèrera la femme¹⁵. D'autres après lui ont lié la révolution socialiste à une transformation radicale de la vie quotidienne et de la sphère privée mais seule Alexandra Kollontäi (1872-1952), vite marginalisée en URSS, est allée jusqu'à valoriser l'autonomie sexuelle des femmes et leur épanouissement dans une sexualité non procréative.

Tous les articles de ce numéro peuvent d'abord être lus comme une confrontation nuancée de l'utopie émancipatrice aux politiques mises en œuvre et aux réalités multiples et changeantes du « socialisme réel ». Rupture épistémologique dans les sciences sociales ? Déconstruction de la différence des sexes ? Droits sexuels ? Mona Claro montre que les sciences sociales soviétiques ont proposé des manières alternatives mais « étrangement familières » d'interpréter les rôles sexués, accordant priorité ou excluant certaines problématiques – notamment la question de l'avortement et de la contraception – au gré des évolutions politiques du régime en URSS. De fait, la plupart des États socialistes ont adopté, à un moment ou à un autre de leur histoire, des politiques pronatalistes contraignantes pour les femmes. Commentant un dessin paru en 1964 dans la revue interne du parti communiste tchécoslovaque, Michel Christian conclut que l'iconographie communiste reste traditionnelle en matière de genre. Cependant, la contribution de Marie-Dominique Even sur la Mongolie souligne, malgré la persistance culturelle des valeurs anciennes et la difficulté à modifier le modèle familial, les efforts déployés pour transformer en profondeur et dans un sens égalitaire une société profondément marquée par la prééminence masculine. Entre les années 1920 et les années 1980, les femmes mongoles sont de moins en moins ces « personnes de la maison » qui avaient leur place près du foyer et dépendaient de leur mari.

Socialisation des tâches domestiques : les ambitieuses enquêtes du statisticien soviétique Strumilin¹⁶ sur les budgets-temps des familles, réalisées au début des années 1920 et présentées par Martine Mespoulet, constituent un outil scientifique à visée politique. Elles

¹⁵ Engels 1983 [1884].

¹⁶ Nous avons pris le parti de laisser chaque auteure choisir transcription ou translittération des noms russes.

témoignent d'une volonté de réformer la division sexuée du travail productif et domestique, aspect souvent occulté dans l'historiographie récente qui analyse de manière privilégiée le maintien des inégalités dans la sphère du travail comme un résultat de la persistance des stéréotypes de genre. Il est vrai que les enquêtes suivantes attestent de la persistance d'une forte surcharge de travail domestique pour les femmes et livrent à la fin des années 1960 des données proches de celles connues pour les pays occidentaux. Le travail reproductif des femmes, pensé comme improductif dans l'économie politique des pays socialistes, s'ajoute au travail productif selon le modèle imposé sous Staline de « la mère qui travaille » ; il est particulièrement lourd en période de pénuries et de rationnement et pousse les mères nourricières à enfreindre la loi. L'ouvrière ukrainienne et la paysanne albanaise citées par Sonia Combe l'ont payé d'un séjour en camp d'internement. Commentées par Rachel Hynson, des caricatures cubaines mettant en scène des besoins élémentaires insatisfaits questionnent en 1963 la prétention de la jeune révolution cubaine à aider tout particulièrement les mères et les enfants. Ici et là, comme l'ont montré d'autres travaux et comme l'indique la contribution de Donna Harsch, les politiques de socialisation des tâches domestiques ont été rapidement abandonnées ; elles sont restées limitées à deux domaines essentiellement : les services de déjeuner dans les cantines d'entreprise et la prise en charge de l'éducation des jeunes enfants dans des institutions collectives, généralisée seulement en RDA où la totalité des enfants de plus d'un an est concernée dans les années 1980.

Entrée des femmes dans la sphère productive : le « socialisme réel » n'a pas aboli la division sexuée du travail, les femmes étant généralement employées dans les secteurs les moins valorisés, dans le tertiaire inférieur ou dans les industries anciennes (textile en particulier) et parvenant rarement à des postes de commandement. Cette différenciation s'enracine clairement dans des stéréotypes de genre qui prêtent aux femmes des compétences professionnelles spécifiques en prolongement de leur supposée féminité. Dona Harsch précise toutefois que les femmes de RDA sont invitées de manière répétée à se former dans des métiers plus valorisés et plus masculinisés, ce qui empêche de voir dans leur mise au travail la seule volonté de se procurer une main d'œuvre bon marché. Les

contributions de ce numéro ne disent rien par ailleurs de la féminisation des professions supérieures : médecine et droit en RDA, postes d'ingénieurs en Roumanie, enseignement supérieur dans tous les pays. On aimerait savoir comment les femmes ont exercé leurs fonctions, si cela a modifié la répartition des rôles dans la famille, dans quelle mesure la féminisation de ces métiers a eu une incidence sur les hiérarchies sociales. Tout ceci constitue encore largement un angle mort de l'historiographie¹⁷.

Participation des femmes à la politique et genre du pouvoir : là encore, le bilan ne peut qu'être nuancé. Sonia Combe et Brigitte Studer mettent en avant des figures de militantes tout en soulignant que les femmes sont restées marginales, voire absentes des organes dirigeants des régimes communistes : Bureau politique et Secrétariat du Comité central. Cette marginalité s'est d'ailleurs accentuée durant la période stalinienne où, comme le démontre Magali Delaloye, le pouvoir est clairement associé, dans le cercle homosocial du Kremlin, à la masculinité, voire à une virilité traditionnelle et paillardes. Toutefois, durant toute la période communiste, les femmes invitées à construire le socialisme, avec, ou plutôt à côté des hommes, ont été impliquées dans les diverses organisations politiques comme le met en évidence dans ce numéro l'exemple roumain. Même sous-représentées dans les partis communistes, elles sont très présentes dans certaines organisations de masse, comme cela a été montré pour le syndicat est-allemand dans les vingt dernières années de la RDA au sein duquel elles remplissent des fonctions de plus en plus importantes¹⁸.

Quant au rôle des organisations féminines nationales et internationales, il est l'objet actuellement d'un débat historiographique qui traverse ce numéro. Comme Francisca de Haan dont les travaux portent sur la Fédération démocratique internationale des femmes¹⁹, comme Chiara Bonfiglioli qui se penche dans le dernier numéro d'*Aspasia* sur l'activisme du Front antifasciste des femmes yougoslaves avant sa dissolution en 1953²⁰, Kristen Ghodsee s'oppose à une vision,

¹⁷ Quelques éléments dans Markovits 2010.

¹⁸ Hürtgen 2005.

¹⁹ Voir notamment de Haan 2010.

²⁰ Bonfiglioli 2014.

dominante, qui voit dans ces organisations de simples courroies de transmission des partis au pouvoir et leur dénie toute possibilité d'agir pour la cause des femmes ; elle examine ici l'aide apportée par les organisations de femmes d'Europe de l'Est, notamment les femmes bulgares, à la construction d'un féminisme d'État en Zambie après l'indépendance de ce pays. Inversement, Andrea Pető, plus encore que Nanette Funk qu'elle cite au début de sa contribution, y souscrit ; présentant le combat de Julia Rajk qui mobilise en 1956 le langage du deuil et met en avant son statut de mère et de veuve, elle appelle à se pencher plutôt sur les femmes qui ont lutté dans l'opposition, pour la démocratie, sans pour autant remettre en cause la lettre du socialisme. La figure de la veuve du ministre de l'Intérieur hongrois condamné à mort en 1949 comme celle de l'Albanaise Liri Belishova, exclue du Bureau politique et reléguée pour s'être opposée en 1960 à la rupture de son pays avec l'URSS (Sonia Combe), interrogent sur le genre de la répression et sur la construction de la subjectivité politique des femmes en régime socialiste. La question de la répression, quelque peu négligée par une historiographie plus attentive à étudier les limites de la toute-puissance de l'État-parti, connaît donc un renouveau. De même, l'implication spécifique des femmes dans la résistance à la dictature, en particulier à travers des mouvements comme « Les femmes pour la paix », constitue un champ de recherche en expansion²¹.

Pour être capable d'observer et d'évaluer les espaces de résistance et de négociation, il importe de ne pas regarder les pays socialistes à travers les grilles d'analyse des démocraties occidentales et de prendre au sérieux les voies spécifiques d'expression du politique en régime socialiste. Comme cela a déjà été écrit plus haut, la question n'est pas seulement de savoir ce que le socialisme a fait au genre mais d'utiliser le genre pour progresser dans la compréhension des sociétés et des régimes socialistes.

²¹ Voir par exemple l'exposition qui s'est déroulée à Halle dans l'est de l'Allemagne en avril-mai 2014 consacrée exclusivement aux mouvements d'opposition menés par les femmes en RDA.

Ce que le genre dit du socialisme

C'est la deuxième lecture possible des articles de ce numéro de *Clio FGH*. Tout d'abord, si certains traits communs s'en dégagent, ils invitent également à éviter de livrer des généralisations trop hâtives et à prendre en compte trois variables qui complexifient l'analyse : la chronologie, la diversité des contextes nationaux et des niveaux de développement, la spécificité des hiérarchies sociales et des différences entre femmes. Martine Mespoulet, Brigitte Studer et Mona Claro confirment que les années 1920 constituent en URSS une période d'innovation en matière de politique de genre durant laquelle, dans la continuité de certains courants du socialisme du XIX^e siècle, la famille comme pilier de la société est interrogée de manière radicale. La période stalinienne est en revanche, comme l'indique Magali Delaloye, un retour à l'ordre traditionnel du genre et elle est conservatrice en matière morale. Mais c'est aussi la période de l'édification accélérée du socialisme puis de la reconstruction pour la plupart des pays d'Europe de l'Est ravagés par la Seconde Guerre mondiale. Dans ce cadre, une mobilisation accrue des femmes dans la sphère productive est essentielle ; celle-ci leur ouvre en retour des possibilités de négociation. Vue dans une perspective de genre, l'année 1956 constitue une rupture ambiguë en Europe. Pour la Hongrie présentée par Andrea Pető, c'est le début d'une phase de normalisation après les événements de Budapest ; pour la Pologne étudiée par Dobrochna Kalwa, qui lui applique le concept de *backlash*, c'est le retour à un socialisme national au sein duquel les rôles sexués sont redéfinis de manière plus traditionnelle. Les années 1960 et le lancement de la société de consommation socialiste mettent un terme à une socialisation des tâches domestiques dans les pays communistes d'Europe sans pour autant qu'une discussion autour de la double journée de travail des femmes soit clairement posée. Au même moment, comme le montre Jacob Eyferth, la Chine tourne le dos à ce modèle de consommation socialiste et intensifie le recours à la force de travail féminine.

Les mêmes distinctions doivent être faites en matière de biopolitique : les législations sur l'avortement, la contraception et les congés de maternité-paternité, le rapport à la sexualité ont beaucoup

varié dans le temps et au sein du bloc socialiste ; ces variations constituent des adaptations contextuelles et locales qui questionnent d'ailleurs son homogénéité supposée. En 1989, l'avortement et la contraception étaient libres et gratuits en RDA et les femmes comme les hommes pouvaient bénéficier d'un congé de maternité/paternité d'une année. Avortement et contraception étaient interdits en Roumanie, la paternité n'ouvrait le droit à aucun congé dans la plupart des pays gouvernés par les communistes. Quant aux différences entre femmes et aux hiérarchies sociales en régime socialiste, elles sont manifestes au travers des témoignages recueillis par Sonia Combe : la ballerine et la scénariste russe eurent souvent plus peur dans les années 1930 des enfants des rues que des purges staliniennes, heureuses de leur indépendance de jeunes filles dans la grande ville ; dans les années 1970, Helena, paysanne albanaise, est condamnée deux fois : pour avoir déclaré un nombre d'enfants supérieur à la réalité – afin de toucher plus d'allocations familiales –, et pour avoir vendu son sang hors délais réglementaires afin de construire une maison en torchis.

L'apport des approches qui entrent dans le socialisme par le genre est particulièrement manifeste dans deux contributions. Proposant une réévaluation de la *Multipolitik* d'Erich Honecker qui eut pour effet de privatiser la vie quotidienne et de favoriser l'aspiration à davantage de liberté personnelle, Donna Harsch montre qu'elle est le résultat d'une interaction dynamique entre les politiques du Parti au pouvoir et les décisions prises individuellement par les femmes : celles-ci ont, dans les années 1960, répondu aux contraintes qui pesaient sur elles en faisant moins d'enfants et en travaillant de plus en plus à temps partiel ; le Parti a tenté de comprendre ces processus et recueilli leurs plaintes en instituant des commissions de femmes. Il y eut donc bien dans les pays socialistes des espaces de négociation. L'implication, même fortement encadrée, des femmes dans la sphère publique a pu leur permettre de formuler et de faire avancer des revendications, tout particulièrement en matière de contraception et d'avortement.

De son côté, Jacob Eyferth, qui avait donné comme premier titre à son article « Pressurer les femmes rurales », dégage les spécificités du modèle d'accumulation chinois en observant la division sexuée du travail socialisée et domestique à la campagne, notamment dans la

filière du coton. Il montre comment le développement économique des années 1950 et 1960 s'est construit dans une Chine pauvre sur la sous-consommation des paysans et une surexploitation des femmes rurales. Du fait de la collectivisation, celles-ci sont contraintes à travailler de plus en plus d'heures aux champs et à assurer parallèlement une deuxième journée de travail pour nourrir et vêtir leurs familles, filant et tissant la nuit ce qu'elles ne peuvent acheter faute de liquidités ; sans compter leur participation, au même titre que les hommes, à des travaux d'infrastructure comme le nivellement des sols. Eyferth souligne également que la Chine maoïste et austère a forgé un ethos d'indifférenciation des sexes et négligé bien plus que les autres pays socialistes l'accès à la consommation privée. Au-delà du cas chinois, l'entrée par le genre pointe une difficulté systémique du socialisme réel. Non seulement les mesures de socialisation des tâches domestiques n'ont pas été réellement mises en œuvre mais encore les caractéristiques et les déficiences de l'économie centralement planifiée – difficultés d'approvisionnement et répartition inégale des biens, faiblesse du secteur des services négligé au profit du secteur secondaire – les ont considérablement alourdies, conduisant à une surexploitation des femmes²².

Une partie de l'historiographie livre d'ailleurs une interprétation plus clairement politique de ces phénomènes. Valorisant le foyer dont la femme serait le pivot comme le lieu de résistance par excellence à l'État (voir, à cet égard, le texte de Pető), ces travaux considèrent la mise au travail des femmes et la destruction de la sphère familiale comme un moyen pour l'État et le Parti d'étendre leur contrôle de manière illimitée sur les individus²³. Ce point de vue a été tout particulièrement défendu pour la période stalinienne. L'association du travail des femmes et de la socialisation des enfants à la dictature communiste permet de comprendre que les femmes aient pu accepter leur retour au foyer dans la période post-1956 puis, surtout, durant la transition vers les sociétés postcommunistes. Ionela Băluță, pour la Roumanie, et Marie-Dominique Even, pour la Mongolie, donnent à voir toutes deux le recul de la place des femmes en politique et la disparition du discours

²² Voir à cet égard Mazurek 2013.

²³ Une interprétation de ce type dans Trappe 1995.

sur l'égalité des sexes, la seconde soulignant également la réhabilitation des traditions et de « l'identité mongole ». Comme les sociétés et les régimes du « socialisme réel », les sociétés postcommunistes sont et seront mieux comprises en adoptant une perspective de genre, pas seulement celle qui compare l'avant et l'après, mais aussi celle, mise en avant dans ce numéro, qui saisit les logiques internes des sociétés socialistes à travers un regard de genre²⁴.

Bibliographie

- BONFIGLIOLI Chiara, 2014, « Women's political and social activism in the Early Cold era war: the case of Yugoslavia », *Aspasia. The International Yearbook of Central, Eastern, and Southeastern European Women's and Gender History*, 8, p. 1-25.
- CHRISTIAN Michel & Alix HEINIGER (dir.), 2015, *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 126, avril-juin, « Femmes, genre et communismes ».
- DASKALOVA Krassimira, HORNSTEIN TOMIC Caroline, KASER Karl & Filip RADUNOVIC (eds), 2012, *Gendering Post-Socialist Transition: studies of changing gender perspectives*, Wien-Berlin, LIT Verlag.
- DE HAAN Francisca, 2010, « Continuing Cold War paradigms in the western historiography of transnational women's organisations: The case of the Women's International Democratic Federation (WIDF) », *Women's History Review*, 19/4, p. 547-573.
- , (ed.), 2014, « Gendering the Cold War in the region », rubrique « Forum », *Aspasia. The International Yearbook of Central, Eastern, and Southeastern European Women's and Gender History*, 8, p. 162-190.
- DEPRETTO Jean-Paul, 2001, *Pour une histoire sociale du régime soviétique (1918-1936)*, Paris, L'Harmattan.
- ENGELS Friedrich, 1983 [1884], *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, Paris, Les Éditions sociales.
- FUNK Nanette & Magda MUELLER, 1993, *Gender Politics and Post-Communism: reflections from Eastern Europe and the Former Soviet Union*, New York-London, Routledge, 1993.
- HAVELKOVÁ Hana & Libora OATES-INDRUCHOVÁ (eds), 2014, *The Politics of Gender Culture Under State Socialism: an expropriated voice*, New York-London, Routledge.

²⁴ Voir par exemple Daskalova *et al.* 2012.

- HEINEN Jacqueline, 1990, « Pologne/RDA : l'impact des politiques sociales sur le comportement des femmes actives », *Sociétés contemporaines*, 1/1, p. 97-112.
- Jahrbuch für historische Kommunismusforschung*, 2015, « Frauen in Kommunismus » [titre provisoire].
- HÜRTGEN Renate, 2005, *Zwischen Disziplinierung und Partizipation: Vertrauensleute des FDGB im DDR-Betrieb*, Köln, Böhlau.
- KOCH Petra & Hans-Günther KNÖBEL, 1986, *Familienpolitik der DDR im Spannungsfeld zwischen Familie und Berufstätigkeit von Frauen*. Freiburg, Centaurus.
- KOTT Sandrine, 2001, *Le Communisme au quotidien les entreprises d'État dans la société est-allemande*, Paris, Belin.
- LEMKE Christiane, PENROSE Virginia & Uta RUPPERT, 1996, *Frauenbewegung und Frauenpolitik in Osteuropa*, Francfort-sur-le Main, Campus Verlag.
- MARKOVITS Inga, 2010, *Justice in Lüritz: experiencing socialist law in East Germany*, Princeton, Princeton University Press.
- MAZUREK Małgorzata, 2013, « Morales de la consommation en Pologne (1918-1989) », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 68/2, p. 499-527.
- MOLYNEUX Maxine, 1981, « Socialist societies old and new: progress towards women's emancipation? », *Feminist Review*, 8, p. 1-34.
- PENN Shana & Jill MASSINO, 2009, *Gender Politics and Everyday Life in State Socialist Eastern and Central Europe*, New York, Palgrave Macmillan.
- NUSS Shirley A., 1980, « The position of women in socialist and capitalist countries: a comparative study », *International Journal of Sociology of the Family*, 10/1, p. 1-13.
- SHAFFER Harry G., 1981, *Women in the Two Germanies: a comparative study of a socialist and a non-socialist society*, New York, Pergamon Press.
- TRAPPE Heike, 1995, *Emanzipation oder Zwang? Frauen in der DDR, zwischen Beruf, Familie und Sozialpolitik*, Berlin, Akademie Verlag.
- ZAKHAROVA Larissa (dir.), avril-juin 2013, « Le quotidien du communisme », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 68/2.